

Communiqué

Retraites : RDV le 10 septembre

La Fédération des Transports et de la Logistique FO/UNCP appelle l'ensemble des branches dont elle a la charge (TRM/TU/TRV/RATP/Déchets/Transports de fonds et valeur/Taxi/RMDS/Déménagement/Coursiers...) à participer activement à la journée de grève et manifestation du 10 septembre.

En effet, les orientations du gouvernement en ce qui concerne le dossier des retraites ne nous laissent pas d'autres choix que **Grève ou Crève** au travail.

Il est inacceptable que sous prétexte de dogme budgétaire imposée par la troïka (CE,FMI,BCE) **les salariés soient condamnés au travail à perpétuité**. Il est inacceptable de laisser les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère avec plus de 6 millions de chômeurs toutes catégories. **Ne pas dépasser 60 ans sous peine de trépasser**, tel est le maître mot de la Fédération avec 37,5 années de cotisation pour une retraite à taux plein.

La Fédération des Transports et de la Logistique FO/UNCP ne veut pas du **Métro, Boulot, Caveau** que nous proposent nos gouvernants.

Sur les régimes spéciaux, il est hors de question d'accepter quelques reculs que se soient. Les acquis sociaux de la RATP, des salariés du TRM et TRV doivent rester intact en la matière.

Même si le gouvernement nous dit qu'ils ne seront pas impactés, nous connaissons la pratique : d'abord le régime général et après les régimes spéciaux.

Travaille, consomme et ferme ta gueule ne sont pas dans nos habitudes à la Fédération des Transports. Pour nous, se révolter contre toutes formes d'injustice, c'est décidé de rester vivant. C'est pourquoi, nous demandons à la Confédération CGT-Force Ouvrière de tout mettre en œuvre pour qu'enfin **une Grève Générale interprofessionnelle** voie le jour rapidement car la coupe est pleine : remises en cause des retraites/pas d'augmentation des salaires, retraites, minima sociaux/démantèlement des services publics/plus de politique contractuelle/sécurité sociale à l'abandon/casse du code du travail/fin de la Prud'homie...

FORCE PASSE DROIT.

Paris, le 11 juillet 2013.

Le Secrétaire Général
Patrice CLOS

